

INSTITUT

DÉMOCRATIE
D'INTERPELLATION

ALINSKY



Rapport d'activité 2023





Les répressions des mouvements écologistes comme les soulèvements de la terre après celle des associations de musulmans et d'habitants de quartiers populaire confirment la pente dangereuse de la démocratie en France en 2023. La montée en puissance de l'Observatoire des libertés associatives avec la consolidation de l'équipe, l'extension de la base de données et la mise en lumière des abus permet d'agglomérer de plus en plus de personnes sur ce front de résistance aux restrictions démocratiques. A Paris, à Nantes, à Bordeaux, à Chambéry, à Grenoble de plus en plus d'élus se rangent derrière nos analyses et positions et réalisent qu'une dimension clé de la démocratie c'est la protection, la reconnaissance et l'encouragement du droit des citoyens et citoyennes à interpellier, critiquer, contester les autorités. Dans une époque d'aggravation des inégalités sociales, du renouveau des nationalismes racistes et intolérants et de l'exacerbation des conflits écologiques, nous croyons nécessaire de remettre le conflit au cœur de la procédure démocratique, et d'organiser le droit d'être en désaccord et le respect de toutes les paroles, y compris et surtout les voix les plus marginales et divergentes.

*Julien Talpin,
Président de l'Institut Alinsky
Chercheur au CNRS*



Sommaire

<i>Les chiffres clés</i>	04
<i>L'Institut Alinsky</i>	05
<i>Recherches et innovations démocratiques</i>	06
<i>Accompagner les nouvelles participations citoyennes</i>	08
<i>Partenaires</i>	11

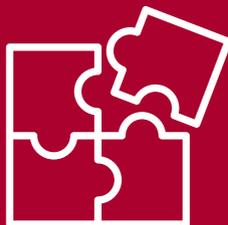


137 PERSONNES FORMÉES

CENTRES SOCIAUX ACCOMPAGNÉS 3

 **21 JOURS DE FORMATION**

1 CERTIFICATION QUALIOP1



FORMATEURS EXPERTS DE LA DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION

 **10 ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES TRANSFORMENT LA DÉMOCRATIE HLM**

3

13 CHERCHEURS AU SEIN DU COMITÉ SCIENTIFIQUE



L'Institut Alinsky

L'Institut Alinsky rassemble des chercheurs, des responsables associatifs, des organisateur.ices syndicaux partageant **une conception commune de la démocratie comme des conflits à négocier**. Après des recherches sur les expériences londonniennes, américaines et canadiennes de mobilisations citoyennes et de démocratie d'interpellation, l'Institut appuie les initiatives en France qui visent à donner plus de pouvoir aux habitant.es.

L'Institut Alinsky vise à **la construction d'un nouveau paradigme démocratique basé sur la reconnaissance des conflits, des intérêts contradictoires et des asymétries de pouvoir**. Il entend participer à la construction d'un environnement favorable aux interpellations et à la pression citoyenne pour corriger les injustices et dysfonctionnements de l'action publique.



Le Think-Tank

L'Institut Alinsky produit des articles, des rapports et organise des séminaires pour diffuser ses recherches sur les mobilisations citoyennes. L'Institut porte également la recherche de l'Observatoire des Libertés Associatives.

L'Organisme de Formation

En s'appuyant sur les expériences d'organisateur syndicaux ayant mené de nombreuses mobilisation citoyennes, l'Institut Alinsky propose d'accompagner les acteurs publics et privés souhaitant expérimenter la démocratie d'interpellation : comité d'usagers du CCAS de la Rochelle, centres sociaux ou encore collectivités. Depuis janvier 2022, l'Institut Alinsky a été certifié QUALIOP1 pour son offre de formation.



Séminaire - Renforcer et transformer la démocratie HLM

29 Participant.e.s

10 Associations de locataires



Le 3 mai 2023, à Aubervilliers, 29 participant·es, principalement membres d'associations de locataires et plusieurs chercheurs ont échangé dans le cadre d'un séminaire autour de la démocratie HLM. Après un 1er temps de rencontre et de partage d'expérience autour des entraves à l'organisation collective et à l'interpellation des locataires, puis une rencontre avec Anthony Daguet, ancien président de l'OPH d'Aubervilliers, nous avons travaillé à faire émerger des propositions permettant de renforcer la démocratie HLM. Il en ressort principalement quatre:

- 1** **Changer la loi de 2017 relative aux élections de locataires:** faire supprimer l'obligation d'être affilié à une association nationale représentative pour pouvoir se porter candidat.
- 2** **Faire reconnaître d'autres formes de légitimité démocratique.** Si le vote est important, d'autres modes de mobilisation doivent être reconnus par les bailleurs sociaux comme les pouvoirs publics et offrir une place à la table des négociations.
- 3** **Le Droit au service des locataires :** les associations, amicales et collectifs doivent pouvoir accéder facilement à des ressources juridiques pour se défendre.
- 4** **Travailler sur une nouvelle loi pour démocratiser les HLM**

Séminaire : Quelles ripostes face aux répressions associatives ?

Le 27 septembre 2023, l'Observatoire des libertés associatives a organisé en partenariat avec la Coordination nationale Pas Sans Nous et le Ceraps une table-ronde sur comment s'organiser face aux répressions associatives.

Plus de 100 participant-es ont participé à ces échanges, en présence de la CIMADE, du SAF, de la Maire de Poitiers, Léonore Moncond'huy, de la députée, Danièle Obono et de nombreuses associations.



L'Observatoire des Libertés associatives



En 2021, le contexte politique envers les associations se durcit. Le gouvernement présente la « loi confortant le respect des principes de la République », dite « loi séparatisme », dont un chapitre entier est consacré à l'encadrement des associations. Deux mesures alertent tout particulièrement L.A. Coalition ainsi qu'une grande partie du secteur associatif : le Contrat d'Engagement Républicain (CER) et l'élargissement des motifs de dissolution d'associations.

L'attaque envers le monde associatif est historique et demande à L.A. Coalition de réorganiser son action pour tenter de construire son opposition à la loi. Elle s'engage alors pleinement dans un travail de plaidoyer et d'interpellations publiques (conférence de presse, tribunes, pétition etc).

Elle rédige une contribution extérieure commune avec le Mouvement associatif après la saisine par des parlementaires du Conseil constitutionnel et propose son aide à plusieurs associations et collectifs faisant déjà l'objet de dissolutions.

Avec la mise en application du Contrat d'engagement républicain au premier semestre 2022, L.A. Coalition poursuit son travail de veille et d'alerte en lien avec le Mouvement associatif : mise en place d'un formulaire d'alerte en ligne en cas de conflits autour de l'application du Contrat d'engagement républicain, présentations de ses travaux et interventions locales, webinaires, etc.

Accompagner les nouvelles participations citoyennes

Accompagner les centres sociaux à la mise en place de dynamique participative

Nos formateurs ont accompagné les équipes de trois centres sociaux :

- *La Capelette* à Marseille
- *États-Unis* à Lyon
- *Crescendo* à Paris

Leur besoin a été d'avoir des outils pour développer leur capacité à *aller vers* les habitants et développer leur *pouvoir d'agir*, les salariés et bénévoles des centres sociaux ont pu questionner le sens de leur mission d'éducation populaire au service des habitants des quartiers bien trop souvent relégués au second plan par les contraintes de gestion et les pressions institutionnelles.

Nous avons été invité à partager notre expérience et notre savoir-faire lors du séminaire de la Fédération des centres sociaux des Bouches du Rhône (13).



Animer le comité d'usager du CCAS de La Rochelle

Créé en 2017, le comité d'usager est un espace de participation, de prise de parole, d'échanges, d'information, de confrontation, d'interpellation constitué d'habitants usagers du CCAS, 1ers concernés par les politiques sociales de la ville.

L'animation du comité par l'Institut Alinsky, à raison d'une journée par mois, permet de développer une approche syndicale à même de faire émerger une parole nouvelle et bousculer l'institution afin de contribuer à l'amélioration des politiques publiques



Convention citoyenne de Bordeaux - Faire exister des espaces intermédiaires entre la ville et les habitant-es



La ville de Bordeaux a lancé en 2023 son grand dialogue citoyen autour de l'urgence climatique dans lequel était organisée une convention citoyenne. 100 habitants et habitantes tiré-es au sort ont produit un rapport proposant un certain nombre de pistes d'actions permettant d'agir sur les questions environnementales locales.

Dans ce cadre, l'Institut Alinsky est intervenu auprès des conventionnés pour montrer comment les méthodes du community organizing peuvent être mobilisées afin d'accélérer les rénovations thermiques. Le rapport de la convention citoyenne remis à la ville reprend cette idée : "*Recruter des personnes pour animer des espaces locaux d'organisation citoyenne (community organizer) ; Ce mode d'organisation permet à un collectif de se construire, de s'engager collectivement pour porter des intérêts citoyens en commun. Pour les personnes les plus éloignées des démarches de participation, par choix ou contrainte, l'existence d'espaces intermédiaires permet de recréer un lien de proximité, et de jouer un rôle de relais entre les politiques publiques mises en place par la Ville, et le quotidien des habitant-es.*"

A terme la ville de Bordeaux pourra s'appuyer sur l'avis des conventionnés pour soutenir la construction d'organisation d'habitants éloignés des institutions, en capacité d'intervenir sur les décisions qui les concernent.

Notre offre de formation



Formations à la carte

Vous avez des besoins spécifiques de formation ?

L'Institut Alinsky peut concevoir avec votre structure une formation "à la carte", adaptée aux compétences et expériences des membres de votre équipe, qu'ils soient salariés, membres des instances ou encore usagers.

Ces sessions sont destinées à un public n'excédant pas 15 personnes, pour favoriser la compréhension et l'interactivité.

Que vous soyez une collectivité, une association, un CCAS, un syndicat professionnel, une ONG ou encore un centre social, nous pouvons construire avec vous une formation adaptée aux problématiques de mobilisation citoyenne que vous rencontrez.

En plus des formations, nous pouvons proposer des interventions de découverte du Community Organizing.

Pour plus d'informations ou pour construire une formation, adressez-nous votre demande à institut@alinsky.fr



Formation professionnelle

Les salarié-es souhaitant utiliser leur droit à la formation professionnelle pour participer aux formations proposées par l'Institut Alinsky peuvent le faire dans le cadre du plan de formation.

Depuis le 6 janvier 2022 et conformément à la loi L.6316-1 du code du travail, l'Institut Alinsky est un organisme de formation certifié Qualiopi.



 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification qualité a été délivrée au titre de la catégorie d'actions suivante : **ACTIONS DE FORMATION.**

Les salarié-es ont donc la possibilité de faire prendre en charge leurs formations par leur OPCO (Opérateur de Compétences) dans le cadre de la formation professionnelle. Pour cela, une demande doit être formulée auprès de leur OPCO en amont de la formation.

Toute demande de devis doit être adressée à institut@alinsky.fr

Formations et accompagnements : ils nous font confiance



Nos Partenaires

VoxPublic


MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE


Maison
des Sciences
de l'Homme Paris Nord


démocratie
& participation
GROUPEMENT D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE


OBSERVATOIRE
LIBERTÉS ASSOCIATIVES

COLLECTIF DES
ASSOCIATIONS
CITOYENNES



Centre Communal
d'Action Sociale
La Rochelle
Engagés & Solidaires


est
MÉTROPOLE
HABITAT



Institut Alinsky

21 rue Boucher de Perthes
38000 Grenoble



[Alinsky.fr](https://alinsky.fr)



Institut@alinsky.fr

